



Pour le retrait du projet Delevoye ! Défendons un système de retraites solidaire !

Le projet de réforme des retraites, dont le rapport Delevoye donne un avant-goût amer, conduirait l'ensemble des travailleurs et travailleuses, salarié-es du privé comme agent-es de la Fonction publique, à travailler plus longtemps pour des pensions largement diminuées. Contre ce projet de réforme, engageons-nous massivement dans la grève à compter du 5 décembre et organisons des AG pour reconduire le mouvement !

Travailler plus...

L'âge légal de départ à la retraite resterait à 62 ans mais le gouvernement prévoit des décotes de 5% par an pour les travailleuses et travailleurs qui choisiraient de partir avant un « âge pivot » fixé à 64 ans avec un recul progressif... alors que l'espérance de vie en bonne santé stagne autour de 63 ans pour les hommes et 64 ans pour les femmes.

...pour gagner moins !

Avec un système de points accumulés tout au long de la carrière et convertis en pension au moment de la retraite, tout le monde serait perdant : les salarié-es du privé dont la retraite est actuellement calculée sur les 25 meilleures années (pouvant ainsi gommer certaines périodes creuses), comme les fonctionnaires dont la pension est basée sur le traitement des six derniers mois. Pour un-e professeur-e des écoles, la perte sèche serait d'au moins 30 % pour une carrière complète (jusqu'à 800€ bruts par mois !). Pour celles et ceux qui auraient eu des congés longs ou des périodes de temps partiel, les conséquences seraient encore plus importantes, ce qui renforcerait les inégalités femmes / hommes.

À l'heure actuelle, certaines périodes moins rémunérées (comme les congés longue maladie au-delà d'un an) ou non rémunérées (comme les congés parentaux) sont prises en compte pour la retraite. Avec le système à

points, les périodes non cotisées ne rapporteraient aucun point et feraient donc baisser la retraite en fin de carrière. Des points de solidarité sont prévus mais ils seraient sortis du cœur du système de retraite et financés par l'impôt, et donc potentiellement remis en cause chaque année au moment du vote du budget. C'est la double peine pour les femmes (sur lesquelles pèse encore davantage la charge d'élever des enfants) et toutes les personnes que la solidarité collective protégeait jusqu'alors.

Mobilisons-nous !

Après le coup de semonce à la RATP le 13 septembre dernier, c'est une mobilisation d'ampleur exceptionnelle qui s'annonce pour le 5 décembre, non seulement à la SNCF et à la RATP mais aussi dans le secteur privé et dans l'ensemble de la Fonction publique. Dans l'éducation, le mouvement de contestation se renforce chaque jour et, à Paris, déjà plus de 250 écoles ont annoncé qu'elles seraient fermées.

Les organisations syndicales SNUipp-FSU, SNUDI FO, SE-Unsa, SUD éducation, CGT Educ'action et CNT-Ste appellent l'ensemble des personnels du premier degré à s'engager massivement dans la grève à compter du 5 décembre et à tenir des assemblées générales pour reconduire le mouvement et faire céder le gouvernement sur nos revendications.

Assemblée(s) générale(s) le jeudi 5 décembre (lieux et horaires à venir)

Rassemblement Unsa à 11h Place du Bataillon du Pacifique (M°Bercy)

MANIFESTATION 14H GARE DE L'EST